

Effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA

Effect of the quality of institutions on economic growth in WAEMU countries

Auteur 1 : SALOUKA Yacouba,

Auteur 2 : KANE Chérif Sidy,

Auteur 3 : TIEHI Tito Nestor,

SALOUKA Yacouba, Doctorant, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université Cheick Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal.

KANE Chérif Sidy, Professeur Titulaire des Universités, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université Cheick Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal.

TIEHI Tito Nestor, Professeur Titulaire des Universités, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (UFHBC), Côte d'Ivoire.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : SALOUKA. Y, KANE. Ch S & TIEHI .T N (2023) «Effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 19 » pp: 558 – 582.

Date de soumission : Juillet 2023

Date de publication : Août 2023



DOI : 10.5281/zenodo.8383646
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

Cet article se fixe pour objectif d'analyser l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans l'UEMOA. Pour ce faire, nous avons estimé un modèle *Autoregressive Distributed Lag* (ARDL) sur un panel issu des données de sept pays de cette zone sur la période 2002-2021. Suite à l'utilisation de l'estimateur *Pooled Mean Group* (PMG), les résultats montrent qu'à long terme, la qualité des institutions a un effet positif et significatif sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Ces résultats suggèrent la nécessité pour les décideurs des pays de l'UEMOA de s'engager à renforcer la qualité de leurs institutions afin d'accélérer au mieux le processus de croissance de leurs économies.

Mots clés : qualité des institutions ; croissance économique ; UEMOA ; ARDL ; PMG

Abstract

The main objective of this article is to analyze the effect of the quality of institutions on economic growth in WAEMU. To do this, we estimated an Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model on a panel based on data from seven countries in this area over the period 2002-2021. Following the use of the Pooled Mean Group (PMG) estimator, the results show that in the long term, the quality of institutions has a positive and significant effect on the economic growth of WAEMU countries. These results suggest the need for decision-makers in WAEMU countries to commit to strengthening the quality of their institutions in order to best accelerate the growth process of their economies.

Keywords : quality of institutions ; economic growth ; WAEMU ; ARDL ; PMG.

Introduction

La qualité des institutions a été longtemps ignorée dans les débats sur les politiques publiques de développement, alors que sa mauvaise qualité constitue pourtant l'une des principales caractéristiques des pays les moins avancés (Edison, 2003). Dans certains de ceux-ci, la manne liée à l'exploitation des ressources naturelles, tout en encourageant la corruption et la mauvaise gouvernance, affaiblit l'Etat. Dans d'autres, en revanche, ce sont des facteurs historiques liés à l'importance du poids de l'héritage colonial et l'instabilité, qui semblent avoir joué un rôle primordial (Avom et Eyike Mbongo, 2020).

Depuis la décennie 1990, avec l'avènement de la nouvelle économie institutionnelle suite aux travaux de North (1990), l'importance de la bonne gouvernance ou de la qualité des institutions est reconnue dans les débats de l'économie du développement. Pour cet auteur, les institutions désignent « les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, les contraintes établies par les hommes qui encadrent et régulent les comportements humains ». Lorsqu'elles sont de bonne qualité, elles contribuent à réduire les incertitudes inhérentes aux relations humaines, à rendre l'information disponible et le comportement des acteurs plus prévisible, tout en permettant de réduire les coûts de transaction (North, 1990 ; Acemoglu et Robinson, 2010).

Le débat sur l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique ne cesse de susciter des réflexions aussi bien au sein du milieu académique que professionnel. Les analyses de North (1990) vont inspirer plusieurs travaux empiriques qui mettront en exergue le rôle des institutions dans la détermination du taux de croissance économique ou du niveau de revenu par tête. Dans la littérature économique, plusieurs travaux théoriques et empiriques ont révélé que la qualité des institutions est l'une des causes fondamentales des différences dans les rythmes de croissance des pays (Acemoglu et al., 2001).

Dans le milieu professionnel également, plusieurs analyses ont permis de montrer que le retard économique des pays en développement serait essentiellement dû à l'inefficacité des institutions dans ces pays. Il se dégage alors un consensus sur la nécessité d'entreprendre des réformes institutionnelles dans ces pays afin de leur insuffler une bonne dynamique de développement. Des organismes internationaux font largement référence aux explications institutionnelles dans leurs préconisations, affermissant ainsi l'académisme de l'approche. En changeant adroitement certaines règles du jeu (normes sociales, normes juridiques, etc.), il doit être possible d'initier la croissance économique en particulier pour les pays en voie de développement. Pour la plupart des pays en développement par exemple, l'amélioration de la qualité des institutions est devenue un impératif pour obtenir des appuis financiers au niveau

des institutions financières internationales suivant le principe selon lequel l'amélioration des conditions de vies est le résultat d'une meilleure gouvernance et non l'inverse. (Kaufmann et al., 2007). C'est ainsi que le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) révisent continuellement la liste des éléments de la conditionnalité de leurs aides en incorporant une série de réformes institutionnelles que ces pays membres doivent entreprendre afin de pouvoir bénéficier de leurs ressources.

En Afrique et particulièrement dans l'UEMOA, la situation est loin d'être reluisante. La mauvaise gouvernance semble expliquer le retard du développement des pays de l'UEMOA (Abdoulaye, 2016). Elle crée des obstacles à la réforme économique et politique et accentue la pauvreté (Kaufmann et al., 2007). Malgré le niveau faible de la qualité des institutions dans l'UEMOA, plusieurs études ont montré qu'elle a un effet positif sur la dynamique de la croissance économique dans la région.

Prenant appui sur ces considérations, la préoccupation centrale qui se dégage est la suivante : quel est l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique des pays de l'UEMOA ? L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Pour y parvenir l'hypothèse suivante sera traitée empiriquement : la qualité des institutions influence positivement la croissance économique des pays de l'UEMOA.

Pour ces différentes analyses, sept pays de l'UEMOA (excepté la Guinée-Bissau) sont retenus en suivant le critère de disponibilité de données sur de séries longues et la période d'étude va de 2002 à 2021. Le choix de la période d'étude se justifie par l'indisponibilité des données sur les indicateurs de la gouvernance sur une longue période. Ces données ont été disponibilisées pour la première fois en 1996 mais de manière continue à partir de l'année 2002. La suite de cet article est structurée en quatre sections. Après quelques faits stylisés sur la qualité des institutions dans l'UEMOA, nous présenterons la revue de la littérature suivie de l'approche méthodologique et la dernière section présentera les résultats et leurs discussions.

1. Qualité des institutions et croissance économique dans l’UEMOA : faits stylisés

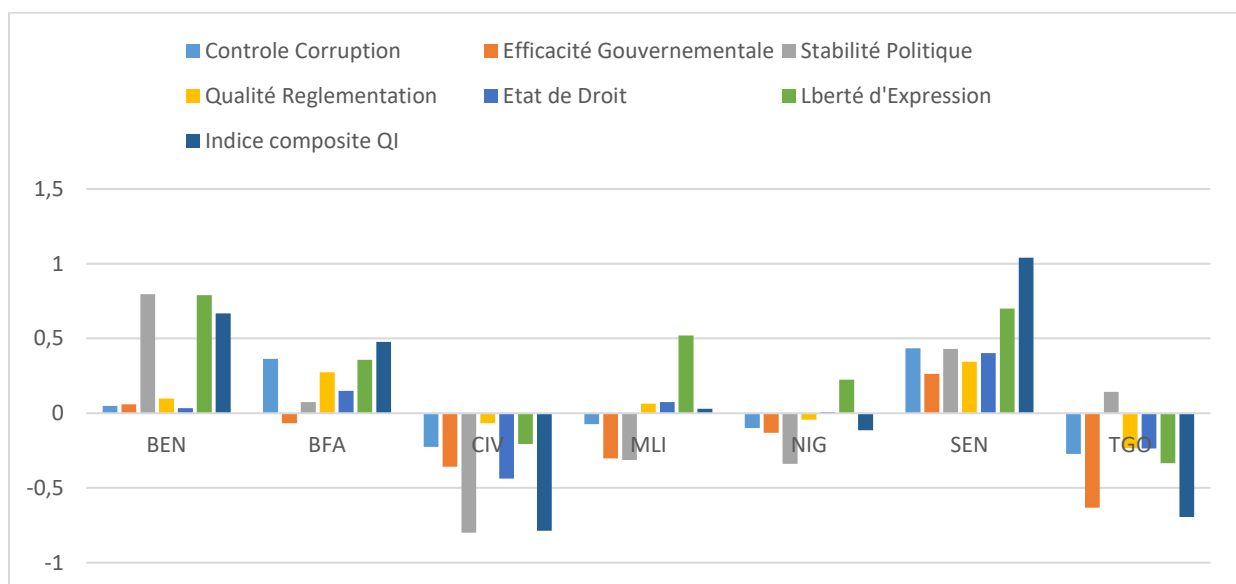
1.1 Profil institutionnel des pays de l’UEMOA

Kaufmann et Kraay (2002) de la Banque Mondiale ont développé une approche intéressante pour mesurer la qualité des institutions. Les indicateurs évaluent six domaines étendus de la gouvernance : la voix et responsabilisation, la stabilité politique et l’absence de violence, l’efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l’État de droit, et enfin le contrôle de la corruption. Ces indicateurs prennent des notes allant de moins 2,5 à plus 2,5. Plus le score s’approche de 2.5, plus la qualité des institutions s’améliore.

De l’examen du graphique 1.1, il ressort que pour tous les sept pays de l’Union étudiés, les indicateurs sont en moyenne faibles sur la période (situés en dessous de 1). Le Benin et le Sénégal ont des indicateurs moyens qui sont tous positifs. La Côte d’Ivoire a quant à elle, des indicateurs tous négatifs sur la période d’étude. Ces statistiques traduisent globalement un mauvais état de la gouvernance dans ces pays.

Au niveau de l’indice composite, le Sénégal a le score le plus élevé (1,04), il est le seul pays qui a un score supérieur à 1. Il est suivi du Benin (0,66), du Burkina Faso (0,47) et du Mali (0,03). Cela signifie que dans ces pays, la gouvernance est relativement meilleure dans ces différents aspects comparativement aux autres pays de l’Union. La Côte d’Ivoire est le pays qui a le score le plus bas (-0,78), suivi du Togo (-0,69) et du Niger (-0,11).

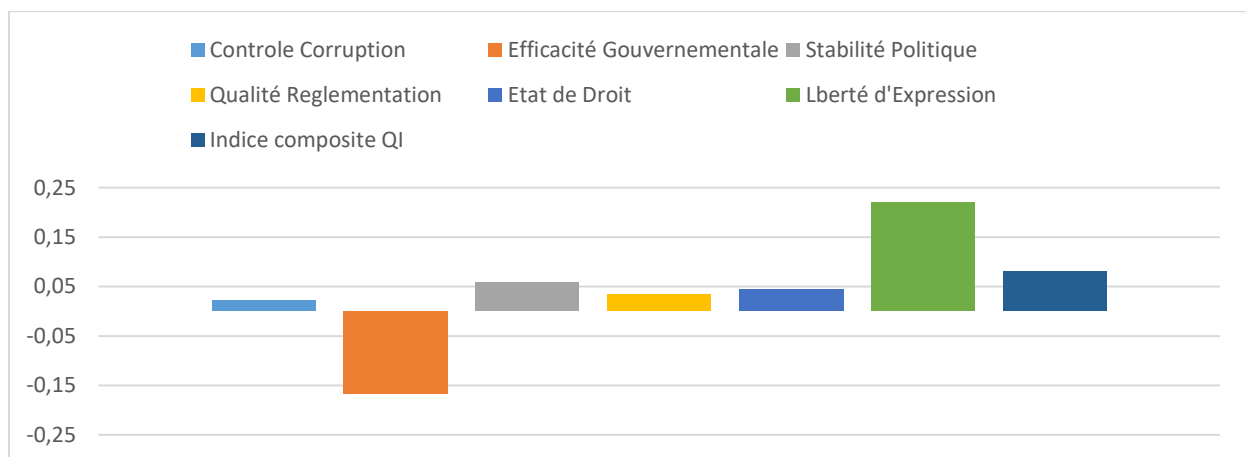
Graphique 1.1: profil moyen de la gouvernance des pays de l’UEMOA, 2002-2021.



Source : par l’auteur à partir des données de WGI (2022).

La moyenne des six indicateurs dans l'ensemble des pays de l'Union a été également calculé au cours de la période dans l'optique d'avoir une vue globale sur l'état de la gouvernance. L'analyse du graphique 1.2 révèle que la moyenne la plus élevée est observée au niveau l'indicateur de la liberté d'expression avec un score de 0,22. Tous les cinq autres indicateurs ont un score inférieur à 0,1 sur la période 2002-2021. Cette situation reflète la piètre qualité de gouvernance qui prévaut dans ces pays.

Graphique 1.2: profil institutionnel moyen de la zone UEMOA suivant chaque indicateur de la qualité de gouvernance, 2002-2021.



Source : par l'auteur à partir des données de WGI (2022).

1.2 Construction de l'indice composite de la qualité des institutions

Les six indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale sont utilisés à cet effet. Cet article adopte la procédure consistant à combiner les variables en un indicateur composite à l'aide d'une analyse à composantes principales tout en respectant les conditions préalables. L'analyse de la corrélation montre que toutes les six variables sont corrélées au seuil de 1%. De même, le déterminant de la matrice de corrélation est très faible (0,002), confirmant la forte corrélation entre les variables, justifiant le recours à la construction de l'indicateur composite de gouvernance. En outre, la p-value associée au test de sphéricité de Bartlett, est de 0,000. L'hypothèse alternative de corrélation entre les variables est donc acceptée, indiquant que les données se prêtent à l'ACP. Par ailleurs, l'indice KMO est ressorti à 0,808 indiquant aussi l'adéquation de l'ACP.

Le tableau 1.1 présente les résultats de l'ACP. De ce tableau, il ressort que la première composante principale extrait à elle seule 71,51% de la variance totale de l'échantillon au cours

de la période. Ainsi, elle est utilisée pour la détermination de l'indice composite. L'indicateur composite est obtenu en faisant une combinaison linéaire des six dimensions de la gouvernance, chacune étant affectée de sa pondération.

Tableau 1.1 : résultats de l'Analyse en Composante Principale.

Composantes	1	2	3	4	5	6
Contrôle de la corruption	0,4390	-0,3615	0,2541	0,3407	-0,0124	0,7042
Efficacité gouvernementale	0,4427	-0,2974	0,3289	0,3231	-0,0763	-0,7051
Stabilité politique	0,2861	0,8442	0,3821	0,1476	0,1879	0,0491
Qualité de la réglementation	0,4315	-0,0760	0,2274	-0,8626	-0,1073	0,0254
Etat de droit	0,4205	-0,0444	-0,5521	-0,0221	0,7115	-0,0624
Liberté d'expression	0,4079	0,2459	-0,5698	0,1145	-0,6597	0,0106
Valeurs propres	4,2905	0,7961	0,4789	0,2279	0,1825	0,02385
% de variance	71,51	13,27	7,98	3,80	3,04	0,40
% Cumulé	71,51	84,78	92,76	96,56	99,60	100

Source : auteur à partir des données de la WGI (2022).

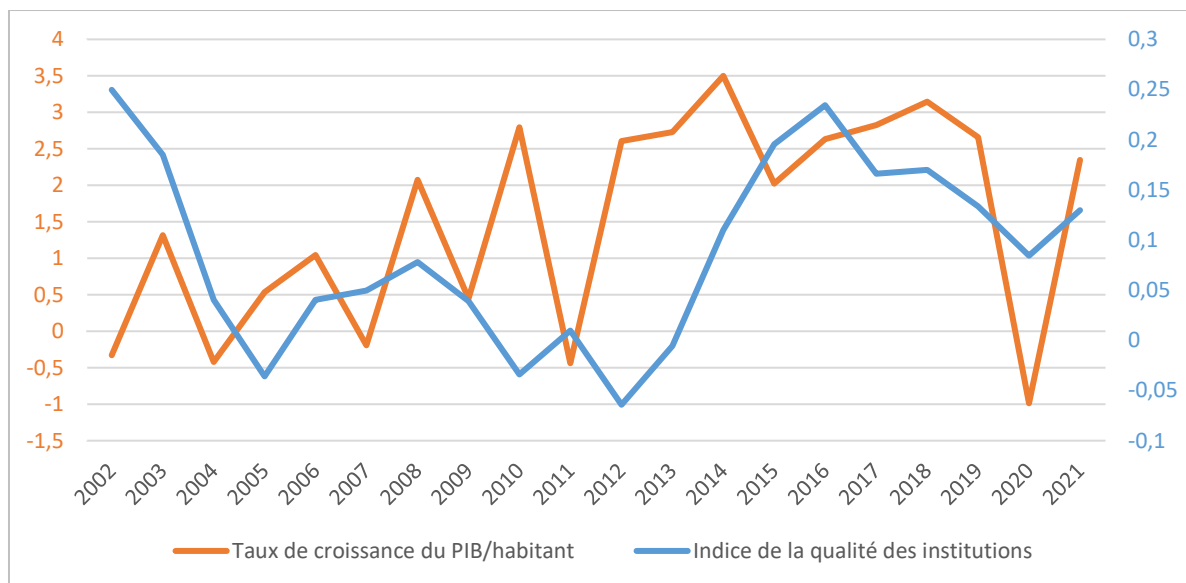
1.3 Analyse corrélacionnelle de l'indice de la qualité institutionnelle et du taux de croissance économique

Le graphique 1.3 présente l'évolution du taux de croissance du PIB/tête et celle l'indice de la qualité des institutions. Le taux de croissance est capté par l'axe des ordonnées de gauche, tandis que l'indice de la qualité des institutions suit l'axe de droite. L'analyse du graphique montre que ces deux courbes évoluent dans le même sens sur la période de l'analyse avec une volatilité similaire. En effet, la période 2002-2012 est marquée par une forte dégradation de la qualité institutionnelle. Elle s'est traduite également par des niveaux faibles et une tendance très volatile du taux de croissance dans l'Union. Par contre, sur la période 2013-2016, on constate une relative amélioration du niveau de la qualité des institutions, se traduisant au niveau du taux de croissance du PIB par une hausse assez importante pour atteindre 3,49% en

2014 (la meilleure sur toute la période d'analyse). Enfin, les périodes 2017-2020 et 2020-2021, ont enregistré respectivement une baisse la qualité des institutions et du taux de croissance du PIB/habitant et de regains en matière de gouvernance et de croissance.

Vue la tendance suivie par ces deux courbes dans l'ensemble, on en déduit l'existence d'une corrélation probable entre ces variables que l'investigation économétrique pourra confirmer.

Graphique 1.3: évolution de l'indice de la qualité institutionnelle et du taux de croissance dans l'UEMOA.



Source : Par l'auteur à partir des données de WGI et WDI (2022)

2. Revue de la littérature

2.1 Qualité des institutions et croissance économique : revue théorique

L'analyse de l'effet la qualité des institutions et la croissance économique a fait l'objet d'un foisonnement de travaux théoriques et empiriques. Sur le plan théorique, après les insuffisances des modèles classiques (exogènes) à expliquer la croissance stable à l'équilibre, des auteurs comme McKinnon, (1973), Shaw, (1973) , Barro et Sala-i-Martin, (1990) et Romer, (1990) ont développé des modèles de croissance endogène.

Ces économistes se sont donc rapidement tournés vers des variables profondes, en particulier les variables institutionnelles pour tenter de justifier les écarts de production entre pays inexplicables par les seules variables traditionnelles qui déterminent la performances des nations. Ainsi, depuis les contributions de North (1990), Knack et Keefer (1995) et Glaeser et al. (2004), il ne fait aucun doute que la qualité des institutions constitue l'un des facteurs déterminants de

la croissance économique de long terme. Les institutions sont donc devenues en économie, le socle d'explication de plusieurs phénomènes (pauvreté, croissance, instabilité politique, écart des revenus, corruption, démocratie, etc.). Elles expliquent ainsi la majorité des situations économiques, politiques et même culturelles qui orientent les comportements humains dans les Etats Edison (2003)

Pour les pays en développement, des auteurs majeurs tels que North (1990) et Olson (1993) ont montré que les politiques publiques et les cadres institutionnels constituent une partie fondamentale de l'équation de la croissance et même du développement. De même, les institutions expliqueraient en grande partie l'écart de revenus entre les pays. En effet, North (1990), Acemoglu et Robinson (2012) expliquent l'écart de revenu entre les pays pauvres et les pays riches par la différence des institutions.

L'importance de la qualité des institutions a encouragé les économistes à se tourner vers l'analyse des rôles individuels des dimensions de la qualité des institutions sur la croissance économique. Ces analyses portent notamment sur le rôle de la corruption, de la protection des droits de propriété, du régime politique, de l'Etat de droit et de l'instabilité politique. En faisant une revue thématique on peut citer la démocratie pour Przeworski et Limongi (1993) et Barro (1996), l'instabilité politique pour Alesina et Perotti (1996). Rodrik, (1999) soutient l'idée qu'une bonne gouvernance serait une condition nécessaire au succès des économies de marché et le respect des droits de propriété pour Clague et al. (1996).

2.2 Qualité des institutions et croissance économique : revue empirique

La plupart des études empiriques ont établi un lien positif entre la qualité des institutions et la croissance économique prouvant ainsi que, les pays dotés de bonnes institutions sont ceux qui ont des revenus par tête les plus élevés (Acemoglu et al., 2001). D'autres auteurs ont par contre trouvé des effets négatifs de certaines variables institutionnelles sur la croissance économique.

2.2.1 Effets positifs de la qualité des institutions sur la croissance économique

Barro (1996), dans un célèbre article intitulé « Democracy and growth », estime une équation de croissance sur données de panel en utilisant un échantillon de cent (100) pays observés sur une durée allant de 1960 à 1990. Il utilise à cet effet une forme quadratique qui lui permet déduire ses résultats. Ces dits résultats montrent que les libertés économiques favorisent la croissance en situation de faible niveau de démocratie. En effet, le taux de croissance atteint son niveau le plus élevé lorsque le niveau de la démocratie est moyen et au-delà de ce seuil, le taux de croissance commence par chuter à mesure que le niveau de démocratie augmente.

Atangana (2013) a intégré les indicateurs de la gouvernance dans un modèle de croissance. L'estimation en panel dynamique du modèle à partir des données de la Banque Mondiale ainsi que celles de la CNUCED pour la période 1998–2011, cette démarche a permis de relever que certains indicateurs de la gouvernance tels que la stabilité politique et la régulation de l'activité économique exercent une influence positive sur la croissance économique en Afrique. La lutte contre la corruption peut davantage booster la croissance économique dans les pays riches en ressources naturelles et qui appliquent les principes démocratiques.

Hassan et al (2019), ont étudié le rôle de la qualité institutionnelle dans le lien richesse pétrolière-croissance économique pour 35 pays en développement exportateurs de pétrole de 1984 à 2016 en utilisant un panel Autorégressive Distributed Lag (ARDL) avec un estimateur à effet fixe. L'étude a révélé un effet contingent de la richesse pétrolière sur la croissance économique et que la qualité institutionnelle atténue l'effet négatif de la richesse pétrolière sur la croissance économique à long terme, tout en renforçant l'effet positif de la richesse pétrolière sur la croissance économique à court terme.

Damdani et al. (2023) examinent l'effet de la stabilité politique sur de la croissance économique soutenable (CES) de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). L'analyse empirique est effectuée en panel dynamique sur un échantillon probabiliste de pays de la CEMAC en utilisant les données annuelles de 1995 à 2020. Avec la méthode des doubles moindres carrés (DMC) appliquée, les résultats obtenus suggèrent que la qualité des institutions dans son ensemble et particulièrement la stabilité politique a un effet positif et significatif sur la croissance économique soutenable en zone CEMAC.

2.2.2 Effets négatifs de la qualité des institutions sur la croissance économique

Une revue des travaux empiriques antérieurs a permis de voir l'effet positif des variables institutionnelles sur la croissance économique dans différentes études. Mais d'autres études ont montré également que certains facteurs tels que la corruption et l'instabilité politique peuvent déclencher un cercle vicieux qui augmente davantage les vulnérabilités économiques et sociales.

Mo (2001) souligne un impact négatif et significatif de la corruption sur la croissance économique. Toutefois, il remarque qu'en modifiant sa régression avec l'inclusion successive d'autres variables (stabilité politique, capital humain et investissement), la relation disparaît, de manière à ce que plus de la moitié de l'impact de la corruption passe via son effet sur la stabilité politique, plus de 20 % par l'investissement et 15 % par son impact défavorable sur la formation de capital humain.

Fosu (2002) examine les effets des différents événements de l'instabilité de l'élite sur la croissance de 31 pays africains subsahariens au cours de la période 1960 à 1986 à travers un modèle en coupe-transversale qui s'appuie sur une fonction de production augmentée d'une variable exportation et d'une variable incorporant les dits événements. Il aboutit à ce que les tentatives de coup d'état, ainsi que les coups d'état réussis ont un impact négatif important sur la croissance de ces pays.

Etsiba et al. (2018) ont analysé les effets de la gouvernance institutionnelle sur la croissance économique dans la zone CEMAC. L'analyse a été faite à partir des données portant sur les six (06) pays de la zone CEMAC, issues de la base de données du site de la World Développement Indicator (WDI) couvrant la période 1996-2016, et d'un modèle de panel à effets fixes. Des résultats, il ressort que la gouvernance institutionnelle (appréhendée par l'État de droit) exerce une influence négative sur la croissance économique dans la zone CEMAC.

3. Approche méthodologique

Dans cette section nous présentons d'abord le modèle empirique, ensuite les sources de données et enfin les tests préliminaires.

3.1. Modèle empirique de l'analyse

En s'inspirant du modèle de croissance découlant du cadre théorique de Solow (1956), nous aboutissons ainsi à l'équation de croissance dynamique ci-dessous :

$$\ln gdp_{it} = \phi \ln gdp_{it-1} + \beta_1 Iqi_{it} + \beta_2 X_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Avec : $\ln gdp$: le logarithme népérien du pib par tête ; $\ln gdp_{it-1}$, représente la variable endogène retardée. Cette dernière permet de tenir compte de l'aspect dynamique du modèle ; Iqi : l'indice de la qualité des institutions, X : la matrice des variables de contrôle ; μ_i : l'effet spécifique pays ; α_t : paramètre des effets temporels et ε_{it} : le terme aléatoire.

X : la matrice des variables de contrôle est composée de quatre (04) variables :

Fbcf : L'investissement domestique ; Khum : Capté par le taux brut de scolarisation au primaire ; Ouv : Degré d'ouverture mesuré par $(X+M) / \text{PIB}$; Ide : Investissement directs étrangers.

3.2 Sources de données, statistiques descriptives et matrice de corrélations

Les données utilisées dans cette étude sont essentiellement des données secondaires et couvrent 07 pays de l'UEMOA pour la période allant de 2002 à 2021. Ces données proviennent de la banque mondiale notamment de la WDI (2022) pour les variables macroéconomiques et de la WGI (2022) pour les variables de gouvernance. Le tableau 3.1 ci-dessous présente les

statistiques descriptives des variables retenues. Les résultats obtenus sont synthétisés suivant la moyenne, l'écart-type, les valeurs minimales et maximales des pays de l'échantillon.

Tableau 3.1: statistiques descriptives des variables.

Variables	Obs	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
PIB par habitant	140	900,6458	467,8289	390,4248	2377,973
Indice de la qualité des institutions	140	0,0887	0,7707	-1,9293	0,5494
Formation brute du capital fixe	140	20,7653	4,6974	12,8438	32,6070
Capital humain	140	88,6220	22,9045	39,5392	132,4668
Ouverture commerciale	140	56,5337	15,3012	30,3682	112,4668
Investissement direct étranger	140	2,3707	2,6155	-2,5445	18,8177

Source : auteur, à partir des résultats des statistiques descriptives.

L'examen des coefficients de corrélation entre les différentes variables montre qu'ils sont en général faibles car les degrés de corrélation significatifs au seuil de 5% demeure inférieur à 0,6. Cette faible corrélation laisse présager une absence de multicollinéarité entre les variables explicatives. Le PIB par habitant est positivement corrélé à la qualité des institutions.

Tableau 3.2 : matrice de corrélation entre les variables

Variables	PIB/ habitant	Iqi	Fbcf	Khum	Ouv	Ide
PIB par habitant	1.0000					
Indice de la qualité des institutions	0.1072	1.0000				
Formation brute du capital fixe	-0.0809	0.1167*	1.0000			
Capital humain	0.1636	-0.0359	0,0854	1.0000		
Ouverture commerciale	-0.0030	-0.3968*	0.1473	0.5610*	1.0000	
Investissement direct étranger	-0.2409*	-0.1085	0.5946*	-0.0519	0.2732*	1.0000

Notes : * : Significatif au seuil de 5%.

Source : auteurs, à partir des données de la WDI (2022) et de la WGI (2022).

3.3 Tests préliminaires et méthode d'estimation

3. 3.1 Test de dépendance.

Le test de dépendance inter-individuelle de Pesaran (2004) sera utilisé à cet effet. Ce test se fonde sur l'hypothèse nulle de non-dépendance inter-individuelle des variables, contre l'hypothèse alternative de dépendance inter-individuelle. Lorsque la probabilité associée au test est inférieure à 5 %, on rejette l'hypothèse nulle de non-dépendance entre les individus et les tests de stationnarité de deuxièmes générations sont appliqués. Les résultats du tableau 3.1 montrent que la probabilité associée au test est inférieure à 5%, on rejette donc l'hypothèse nulle de non-dépendance inter-individuelle au seuil de 5%. Ces résultats autorisent donc à effectuer les tests de stationnarité de secondes générations qui admettent la dépendante inter-individuelle.

Tableau 3.3: résultat du test de Pesaran (2004).

Tests	Statistiques	Probabilités
Pesaran (2004)	9.068	0,000

Source : auteur à partir des résultats des tests de dépendance

3. 3.2 Test de stationnarité

Nous conduisons l'analyse de la stationnarité de nos variables à l'aide d'un test de stationnarité de deuxième génération, notamment ceux de ADF de Pesaran (2003) et IPS de Pesaran (2007) modifiés que sont CADF (*Cross Sectionally Augmented Dickey-Fuller*) et CIPS (*Cross-Sectionally Augmented IPS*).

Les résultats des tests de racine unitaire consignés dans le tableau 3.4 ci-dessous montrent que les variables sont intégrées d'ordre 1. Ainsi, ces résultats rejettent l'hypothèse nulle de présence de racine unitaire dans une seule série à savoir, le PIB par habitant (lnGdp). L'hypothèse d'une relation de long terme entre les variables peut être investigué.

Tableau 3.4: Synthèse des tests de stationnarité.

Variables	CIPS	CADF	CIPS	CADF	Conclusion
	A niveau	A niveau	En différence	En différence	
Logarithme népérien du PIB par habitant	-2,184	-2,143	-----	-----	I (0)
Indice de la qualité des institutions	-0,5999	-0,747	-4,245	-2,553	I (1)
Formation brute du capital fixe	-1,803	-1,630	-4,446	-3,171	I (1)
Capital humain	-1,945	-1,753	-3,445	-2,691	I (1)
Ouverture commerciale	-1,198	-1,296	-4,463	-2,649	I (1)
Investissement direct étranger	-1,874	-1,593	-4,400	-2,269	I (1)

Notes : la valeur théorique de CPIS est de -2,18 à 10 % et -2,64 à 1% ; la valeur théorique de CADF est de -2,21 à 10 % et -2,60 à 1%

Source : auteur, à partir des résultats des tests de stationnarité de seconde génération.

3. 3.3 Test de cointégration

Les résultats du test de cointégration aux bornes ou « bounds test to cointegration » sont consignés dans le tableau 3.5 ci-dessus. A la lumière des résultats du tableau, la valeur de la F-statistique est supérieure à toutes valeurs critiques (ou bornes) supérieures au seuil de 1%. Par conséquent, l'hypothèse nulle d'absence de cointégration entre les variables est rejetée au seuil de 1%. Il existe donc une relation de long terme entre les différentes variables du modèle spécifié. Dans la perspective d'analyser les effets de court et long terme, la régression de panel dynamique peut être incorporée dans un modèle à correction d'erreur en utilisant une modélisation autorégressive à retards échelonnés (ARDL) (Pesaran et Smith, 1995).

Tableau 3.5 : résultat du test de cointégration.

Cas ARDL	F-statistique	10%		5%		1%	
		Borne Inf.	Borne Sup	Borne Inf.	Borne Sup	Borne Inf.	Borne Sup
(1,1,1,1,1,1)	9,023***	2,26	3,35	2,26	3,79	3,41	4,68

Notes : *** désigne la significativité de la statistique de Fisher au seuil de 1%.

Source : auteur à partir des résultats du test de cointégration aux bornes.

4. Méthode d'analyse et résultats

4.1 Méthode d'analyse

Les résultats issus du test de cointégration confirment l'existence d'une relation de cointégration entre nos variables retenues pour cette étude. Ces résultats nous obligent à effectuer nos estimations par le biais des estimateurs du modèle à correction d'erreur proposés par Pesaran et Smith (1995).

Ces méthodes autorisent la spécification dynamique de panel d'un modèle autorégressif à retards échelonnés ARRE ou ARDL (*Auto Regressive Distributed Lag* model) et sont efficaces pour l'estimation des variables intégrées d'ordre I(0) et I(1). Aussi, l'estimation du modèle ARDL avec un retard approprié corrige en même temps, la corrélation sérielle et le problème d'endogénéité (Pesaran et al., 2001). Ce dernier spécifie le modèle ARDL (p, q, q, ..., q) de la manière suivante :

$$y_{it} = \sum_{j=1}^p \lambda_{it} y_{it-j} + \sum_{j=0}^q \delta'_{ij} X_{it-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Avec :

$i = 1, 2, \dots, N$ et $t = 1, 2, \dots, T$; X_{it} : le vecteur des variables explicatives ; λ_{it} : les coefficients des variables expliquées retardées ; δ'_{ij} : les coefficients des variables explicatives ; μ_i : les effets fixes ; ε_{it} : le terme d'erreur ; p le nombre de retards de la variable dépendante et q le nombre de retards des variables explicatives.

En spécifiant l'équation 2, nous obtenons un modèle à correction d'erreur donné par les relations 3 et 4 comme suit :

$$\Delta y_{it} = \phi_i y_{i,t-1} + \beta_i' X_{it} + \sum_{j=1}^{p-1} \lambda_{ij}^* \Delta y_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^* X_{i,t-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Où :

$$\phi_i = - \left(1 - \sum_{j=1}^p \lambda_{ij} \right), \beta_i = \sum_{j=0}^q \delta_{ij}, \lambda_{it}^* = - \sum_{m=j+1}^p \lambda_{im} \quad j = 1, 2, \dots, p-1 \quad (4)$$

$$\delta_{ij}^* = - \sum_{m=j+1}^q \delta_{im} \quad j = 1, 2, \dots, q-1 \quad (5)$$

Avec ϕ_i la composante de correction d'erreur et $i = 1, 2, \dots, N$ et $t = 1, 2, \dots, T$.

Suivant l'approche adoptée par Pesaran et al. (1999), nous admettons que le modèle

$ARDL(p, q, q, \dots, q)$ est stable en ce sens que les racines $\left(1 - \sum_{j=1}^p \lambda_{ij} z^j = 0 \right)$, se situent en dehors

du cercle unitaire. Cette hypothèse garantit que $\phi_i < 0$ et qu'il existe donc une relation à long

terme entre y_{it} et X_{it} défini par $y_{it} = - \left(\frac{\beta_i'}{\phi_i} \right) X_{it} + \eta_{it}$, où η_{it} est un processus stationnaire.

Les coefficients à long terme de X_i défini par $\theta_i = - \frac{\beta_i'}{\phi_i}$ sont les mêmes entre groupes, à savoir

$$\theta_i = \theta.$$

Le modèle linéaire à estimer est donné par la relation 6 suivante :

$$\Delta \ln gdp_{it} = \phi_i \ln gdp_{i,t-1} + \beta_i' X_{it} + \sum_{j=1}^{p-1} \lambda_{ij}^* \Delta \ln gdp_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^* \Delta X_{i,t-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \quad (6)$$

Où $\ln gdp$ est le logarithme népérien du PIB par habitant.

Dans la perspective d'analyser les effets long terme de la qualité des institutions sur la croissance économique, nous formulons un modèle ARDL présenté par l'équation ci-dessous :

$$\begin{aligned} \Delta \ln gdp_{it} = & \beta_{i0} + \phi_i \ln gdp_{i,t-1} + \beta_{i1} Iqi_{i,t-1} + \beta_{i2} Fbcf_{i,t-1} + \beta_{i3} Khum_{i,t-1} + \beta_{i4} Ouv_{i,t-1} + \\ & \beta_{i5} Ide_{i,t-1} + \sum_{j=1}^{p-1} \lambda_{ij}^* \Delta \ln gdp_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^1 \Delta Iqi_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^2 \Delta Fbcf_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^3 \Delta Khum_{i,t-j} \\ & + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^4 \Delta Ouv_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{ij}^5 \Delta Ide_{i,t-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \end{aligned} \quad (7)$$

Cette équation peut être estimée par trois différents estimateurs à savoir : le Mean Group (MG) de Pesaran et Smith (1995), le Pooled Mean Group (PMG) et le Dynamic Fixed Effects (DFE) de Pesaran et al. (1999).

4.2 Présentation et discussion des résultats

4.2.1 Effet de long terme de la qualité des institutions sur la croissance économique de l'UEMOA

Le tableau 4.1 présente les effets estimés de long terme de la qualité des institutions sur la croissance économique (régressions 1 à 7). Il ressort que la force de rappel, encore appelée le coefficient de correction d'erreur, est négatif et significativement différent de 0 au seuil de 10% dans l'ensemble des sept (07) équations estimées. On peut conclure que les relations de long terme sont validées et qu'il existe entre les variables une dynamique d'ajustement vers l'équilibre.

D'après ce tableau, l'indice composite a un effet positif et significatif au seuil de 1% sur la croissance économique. Cela implique que la qualité des institutions dans l'UEMOA est favorable à l'augmentation du niveau de la croissance. Une amélioration de la qualité de la gouvernance, se traduisant par un accroissement de l'indicateur composite d'un point contribue, toutes choses étant égales par ailleurs, à une hausse du PIB par habitant de 124,47 %. La qualité des institutions est donc un déterminant de la croissance économique dans la région. Ces résultats corroborent ceux d'Ahou et al. (2014) qui, en utilisant un modèle de panel pour 129 pays sur la période 1996-2011, ont montré qu'une bonne gouvernance permet d'améliorer la croissance économique.

La maîtrise de la corruption a un effet positif et significatif sur la croissance économique dans l'UEMOA. Le signe correspond à celui attendu. Les dimensions de la gouvernance couvertes par cet indicateur concernent les politiques anti-corruption et de transparence et la confiance du public aux hommes politiques. Une amélioration des politiques de lutte contre la corruption, se traduisant par un accroissement de la maîtrise de la corruption, d'un point contribue, toutes choses étant égales par ailleurs, à une hausse du PIB habitant de 35,32 %. Le résultat trouvé corrobore les études de Mauro (1995) qui trouve que toute amélioration du niveau de la corruption agit positivement sur la croissance économique. C'est pour cela la lutte contre la corruption est devenue l'un des objectifs de politiques économiques des Etats de l'UEMOA.

L'efficacité des gouvernements a un signe positif et statistiquement significatif au seuil de 1%. Cela signifie que l'amélioration de la qualité des services publics, des performances de la

fonction publique et son niveau d'indépendance vis - à - vis des pressions politiques, et de la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de ces politiques est susceptible de contribuer à la hausse du PIB par habitant dans l'UEMOA. Elle est donc un facteur stimulant de la croissance économique dans la région. Une amélioration de l'efficacité des gouvernements d'un point contribue, toutes choses étant égales par ailleurs, à une hausse du PIB habitant de 20,87%.

La stabilité politique et l'absence de violence a un effet positif et statistiquement significatif au seuil de 1% sur la croissance économique des pays de l'Union. Ce résultat correspond à celui attendu d'autant plus que la stabilité politique dans le sens de la gouvernance institutionnelle mesure la perception de la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement du gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris le terrorisme. Il regroupe les causes internes et externes des risques d'instabilité politique, les conflits entre les composantes de la société, les grèves, la violence, la criminalité dans les rues et les menaces de terrorisme. Ce résultat traduit qu'une amélioration du niveau de la stabilité politique ou une diminution des risques d'instabilité politique d'un point améliore, toutes choses étant égales par ailleurs, la croissance économique de 16,55%. Il corrobore ceux de Londregan et Poole, (1992) En retenant l'instabilité et les violences politiques comme variable explicative de la croissance, Londregan et Poole (1992) développent un modèle économétrique confirmant une corrélation négative entre ces variables. L'instabilité et les violences politiques engendrent un faible niveau de croissance.

La qualité de la réglementation, la liberté d'expression et de redevabilité et l'Etat de droit ont tous des effets positifs et statistiquement significatifs respectivement aux seuils de 1% pour les deux premiers et de 5% pour le dernier. Ces résultats correspondent aux signes attendus.

En fait, un environnement institutionnel caractérisé par une transparence dans la gestion des affaires publiques, une liberté de vote, de presse et d'expression et le degré élevé de sécurisation des biens et des personnes, améliore la confiance de la population au gouvernement et par conséquent incite à l'investissement et aux initiatives porteuses de croissance. Une amélioration de 1% de ces indicateurs se traduit, toutes choses étant égales par ailleurs, par une hausse du PIB par habitant de respectivement 38,28%, 47,40% et de 34,55% à long terme.

En outre, l'analyse des effets marginaux, révèle que les variables institutionnelles ont des effets marginaux assez faibles sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Ces résultats impliquent que les pays de l'UEMOA devraient avoir un regard particulier sur l'amélioration des aspects institutionnels afin de maximiser leur effet sur la croissance économique.

Quant aux variables de contrôle, les résultats montrent que la formation brute du capital fixe (modèle 1 à 7) et le capital humain (modèle 1 à 6) ont des effets positifs et significatifs sur la croissance économique. Ces résultats sont conformes à la littérature économique. Dans les modèles de croissance endogène, ces deux (02) éléments sont considérés comme des facteurs qui stimulent la croissance à long terme. Une augmentation de l'investissement en capital physique ou en capital humain entraîne un accroissement du PIB par habitant. Certains travaux portant sur la croissance économique à long terme ont abouti à la même conclusion. (Nelson et Phelps, 1966).

L'ouverture commerciale a un effet négatif et significatif sur la croissance économique. Ce résultat est contraire aux attentes théoriques des théories de commerce internationales. Cependant, il corrobore ceux de Young (1991), qui montre également que l'ouverture commerciale pour les pays en voie de développement semble être plus désavantageuse que bénéfique pour la croissance économique par contre pour les pays développés semble être plus bénéfique.

L'investissement étranger direct a un résultat mitigé et ceux conformément à nos prédictions. D'après les résultats, l'investissement étranger direct dans l'UEMOA améliore significativement la croissance économique, lorsque l'indicateur de la qualité institutionnelle est représenté par l'« État de droit » et le « contrôle de la corruption ». Par contre, quand, la variable « efficacité gouvernementale » est considérée, comme l'indicateur de mesure de la qualité des institutions, l'investissement étranger direct influence négativement et significativement la croissance économique. Dans ces conditions, il peut être admis que, dans les pays de l'UEMOA, les actions menées pour renforcer l'État de droit et le contrôle de la corruption permettent d'améliorer la contribution de l'investissement étranger direct à la croissance économique, tandis que les scores réalisés en matière de « l'efficacité gouvernementale » détériorent la contribution de l'investissement étranger direct à la croissance économique. Ces deux résultats contradictoires sont conformes à ceux de Nguengang et al. (2019) qui postulent que l'effet de l'investissement étranger direct sur la croissance économique dépend de la qualité des facteurs institutionnels du pays : une bonne qualité des institutions améliore la contribution de l'investissement étranger direct à la dynamique de la croissance économique.

Tableau 4.1 : résultats de long terme de l'estimation de l'effet des institutions (agrégées et désagrégées) sur la croissance économique.

Variables	Logarithme népérien du PIB par habitant						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Constante	0,2808*	0,8792***	1,0183***	1,2721***	0,9403***	0,5468**	0,6174***
	(0,053)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,001)	(0,025)	(0,003)
Force de rappel	-0,0426*	-0,1504***	-0,1602**	-0,1986***	-0,1411***	-0,0818**	-0,0983***
	(0,075)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,001)	(0,025)	(0,003)
Indice de la qualité des institutions	1,2447***						
	(0,003)						
Contrôle de la corruption		0,3532***					
		(0,000)					
Efficacité gouvernementale			0,2087***				
			(0,003)				
Stabilité politique				0,1655***			
				(0,000)			
Qualité de la régulation					0,3828**		
					(0,011)		
Etat de droit						0,3455***	
						(0,001)	
Liberté expression et redevabilité							0,4740***
							(0,003)
Formation brute du capital fixe	0,0394***	0,0273***	0,2772***	0,0281***	0,0295***	0,0372***	0,0221***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
Capital humain	0,0021**	0,006***	0,0049***	0,0036***	0,0002	0,0273***	0,0330
	(0,016)	(0,000)	(0,001)	(0,000)	(0,893)	(0,000)	(0,136)
Ouverture commerciale	-0,0224***	-0,033***	-0,0081***	-0,0061***	-0,0044***	-0,0160***	-0,0061***
	(0,002)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,009)	(0,000)	(0,001)
Investissement direct étranger	0,1464***	-0,0050***	0,0029	0,0049	0,0053	0,0273***	0,0071
	(0,003)	(0,000)	(0,572)	(0,175)	(0,538)	(0,000)	(0,451)

Notes : p-values sont reportées entre les parenthèses. ***, ** et * indiquent respectivement la significativité à 1%, 5% et 10%.

Source : Estimation de l'auteur.

4.2.2 Effet de court terme de la qualité des institutions sur la croissance économique de l'UEMOA

Les résultats de court terme montrent une hétérogénéité entre les pays. Pour l'ensemble des pays, la force de rappel est supérieure à -1 même si elle n'est pas significative pour trois (03) pays que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ce résultat indique la croissance économique dans l'UEMOA peut éviter explosion à la suite d'un choc et qu'il existe une situation intéressante de convergence vers l'état stable de la croissance à long terme.

La Côte d'Ivoire et le Togo sont les seuls pays où la qualité des institutions ont un effet positif et significatif sur la croissance économique mais avec des effets marginaux qui restent relativement faibles. En effet, une hausse de la qualité des institutions d'un point entraîne une hausse de la croissance économique de 6,14% et de 8,28% respectivement en Côte d'Ivoire et au Togo. Les résultats montrent globalement que la qualité institutionnelle est mauvaise et n'a pas une influence significative sur la croissance économique des pays de l'UEMOA à court terme.

Ce résultat corrobore ceux de Yildirim et Gökalp (2016), qui ont trouvé à la suite d'une enquête sur la structure institutionnelle des pays en développement que les institutions de ces pays manquent généralement d'efficacité suffisante à court terme. En effet, ils trouvent que dans ces pays en développement, la qualité des services bureaucratiques est médiocre, le coût des affaires est élevé en raison des faiblesses de la structure sociale. Les gouvernements sont instables et les approches populistes sont courantes, le niveau de confiance sociale est faible et la structure institutionnelle existante n'a pas un niveau suffisant de réglementations légales et de sanctions pour compenser l'absence de confiance.

Dans notre cas, ces résultats confirment les résultats intuitifs au regard de tout ce qui se passe dans la sous-région notamment avec la crise sécuritaire dans le sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) et les crises institutionnelles qui vivent la plupart des Etats de l'UEMOA. Les derniers événements qui ont secoué le Sénégal suite à l'affaire Ousmane Sonko-Adji Sarr en est une parfaite illustration.

Tableau 4.2: résultats de court terme de l'estimation de l'effet des institutions (agrégées et désagrégées) sur la croissance économique.

Variables	Force de rappel	D.Iqi	D.Fbcf	D.Khum	D.Ouv	D.Ide	Constante
Benin	-0,1841** (0,001)	-0,1004*** (0,000)	-0,0048*** (0,000)	-0,0065*** (0,000)	0,0036** (0,0000)	-0,0210*** (0,000)	1,1371** (0,002)
Burkina Faso	-0,0205 (0,200)	-0,0366 (0,331)	-0,0008 (0,733)	-0,0027 (0,311)	0,0001 (0,892)	0,0042 (0,165)	0,1511 (0,123)
Cote d'Ivoire	-0,0131* (0,063)	0,0614** (0,010)	0,0098*** (0,001)	0,0030** (0,064)	0,0011 (0,447)	0,0120 (0,472)	0,1211** (0,0037)
Mali	-0,0031 (0,520)	0,0485 (0,105)	0,0020 (0,647)	-0,0007 (0,688)	0,0001 (0,924)	0,0052 (0,120)	0,0336 (0,293)
Niger	-0,0126 (0,120)	-0,0662** (0,016)	0,0072*** (0,000)	-0,0005 (0,714)	-0,0044** (0,013)	-0,0029 (0,331)	0,0752* (0,090)
Sénégal	-0,0379** (0,006)	-0,0078 (0,566)	0,0015 (0,432)	0,0018 (0,298)	0,0002 (0,779)	-0,253*** (0,000)	0,2361 (0,008)
Togo	-0,0269** (0,045)	0,0828* (0,098)	-0,0037 (0,256)	0,0019 (0,256)	0,0012 (0,321)	-0,0011 (0,414)	0,2116* (0,019)

Notes : p-values sont reportées entre les parenthèses, ***, ** et *indiquent respectivement la significativité à 1%, 5% et 10%,

Source : estimation de l'auteur.

Conclusion générale.

Le débat sur l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique a suscité de nombreuses réflexions aussi bien au sein du milieu académique que professionnel. Les analyses de North (1990) vont inspirer plusieurs travaux empiriques qui mettront en exergue le rôle des institutions dans la détermination du taux de croissance économique ou du niveau de revenu par tête. Dans la littérature économique, plusieurs travaux théoriques et empiriques ont révélé que la qualité des institutions est l'une des causes fondamentales des différences dans les rythmes de croissance des pays (Acemoglu et al., 2001).

C'est dans ce contexte que cet article se propose d'analyser l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Nous avons utilisé un modèle ARDL estimé par les PMG. Les résultats montrent que l'indice composite, ainsi que les variables institutionnelles désagrégées ont des effets positifs et significatifs au seuil de 1% sur la croissance économique. Cela implique que la qualité des institutions dans l'UEMOA est favorable à l'augmentation du niveau de la croissance. Ces résultats permettent de confirmer notre hypothèse selon laquelle, la qualité des institutions améliore la croissance économique dans les pays de l'UEMOA.

Les résultats de court terme montrent une hétérogénéité entre les pays. Pour l'ensemble des effets estimés, les résultats montrent que la qualité des institutions n'a pas d'effets sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Mais l'analyse globale des forces de rappels indique que la croissance économique dans l'UEMOA peut éviter explosion à la suite d'un choc institutionnel et qu'il existe une situation intéressante de convergence vers l'état stable de la croissance à long terme.

Les résultats obtenus ont des implications politiques qui nécessitent une attention particulière de la part des gouvernants des pays de l'UEMOA. Ainsi, ils suggèrent aux pays de cette union de s'engager à améliorer la qualité de leurs institutions afin d'accélérer au mieux le processus de croissance de leurs économies.

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development : An empirical investigation. *American economic review*, 91(5), 1369-1401.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2010). Why is Africa poor? *Economic history of developing regions*, 25(1), 21-50.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). Why nations fail : The origins of power, prosperity, and poverty. *Finance and Development-English Edition*, 49(1), 53.
- Ahou, B. K., Odoun-Ifa, A. A., & Couao-Zotti, G. (2014). Gouvernance et croissance économique : Une analyse des effets de seuil. *colloque AETA*.
- Alesina, A., & Perotti, R. (1996). Income distribution, political instability, and investment. *European economic review*, 40(6), 1203-1228.
- Atangana, H. (2013). Gouvernance et croissance économique en Afrique. *African Development Review*, 25(2), 130-147.
- Avom, D., & Eyike Mbongo, L. de B. (2020). La diffusion des TIC améliore-t-elle qualitativement les institutions politiques en Afrique? *African Development Review*, 32(3), 419-431.
- Barro, R. J. (1996). Democracy and growth. *Journal of economic growth*, 1, 1-27.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1990). World real interest rates. *NBER macroeconomics annual*, 5, 15-61.
- Clague, C., Keefer, P., Knack, S., & Olson, M. (1996). Property and contract rights in autocracies and democracies. *Journal of economic growth*, 1, 243-276.
- Damdani, F. G., Bitu, C. A., & Nlom, J. H. (2023). L'impact de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable dans la zone CEMAC : Une analyse économétrique avec données de panel. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-2), 76-93.
- Edison, H. (2003). Qualité des institutions et résultats économiques. Un lien vraiment étroit? *Finances et développement*, 35-37.
- Etsiba, S., Avouba, F. N., & Bozongo, J. C. (2018). Effets de la gouvernance institutionnelle sur la croissance économique : Cas de la cemac. *Annale des Sciences Economiques et de Gestion*, 18(1).
- Fosu, A. K. (2002). Political instability and economic growth : Implications of coup events in Sub-Saharan Africa. *American Journal of Economics and Sociology*, 61(1), 329-348.

- Glaeser, E. L., La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., & Shleifer, A. (2004). Do institutions cause growth? *Journal of economic Growth*, 9, 271-303.
- Hassan, A. S., Meyer, D. F., & Kot, S. (2019). Effect of institutional quality and wealth from oil revenue on economic growth in oil-exporting developing countries. *Sustainability*, 11(13), 3635.
- Kaufmann, D., & Kraay, A. (2002). *Growth without governance* (Vol. 2928). World Bank Publications.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2007). Governance matters VI: Aggregate and individual governance indicators. *World bank policy research working paper*, 4280.
- Knack, S., & Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance: Cross-country tests using alternative institutional measures. *Economics & politics*, 7(3), 207-227.
- Londregan, J., & Poole, K. (1992). The seizure of executive power and economic growth: Some additional evidence. *Political economy, growth, and business cycles*, 51-79.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The quarterly journal of economics*, 110(3), 681-712.
- McKinnon, R. I. (1973). Money and capital in economic development (Washington, DC: Brookings Institution, 1973). *McKinnon Money and Capital in Economic Development 1973*.
- Mo, P. H. (2001). Corruption and economic growth. *Journal of comparative economics*, 29(1), 66-79.
- Nelson, R. R., & Phelps, E. S. (1966). Investment in humans, technological diffusion, and economic growth. *The American economic review*, 56(1/2), 69-75.
- Nguegang, F., Ndeffo, L. N., & Ndjieunde, G. (2019). L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne: Le rôle des institutions. *Région et Développement*, 50, 1-21.
- North, D. C. (1990). A transaction cost theory of politics. *Journal of theoretical politics*, 2(4), 355-367.
- Olson, M. (1993). Dictatorship, democracy, and development. *American political science review*, 87(3), 567-576.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of applied econometrics*, 16(3), 289-326.
- Pesaran, M. H., & Smith, R. (1995). Estimating long-run relationships from dynamic heterogeneous panels. *Journal of econometrics*, 68(1), 79-113.
- Przeworski, A., & Limongi, F. (1993). Political regimes and economic growth. *Journal of economic perspectives*, 7(3), 51-69.

- Rodrik, D. (1999). Where did all the growth go? External shocks, social conflict, and growth collapses. *Journal of economic growth*, 4, 385-412.
- Romer, P. M. (1990). Capital, labor, and productivity. *Brookings papers on economic activity. Microeconomics*, 1990, 337-367.
- Shaw, E. S. (1973). Financial deepening in economic development. (*No Title*).
- Yıldırım, A., & Gökalp, M. F. (2016). Institutions and economic performance : A review on the developing countries. *Procedia Economics and Finance*, 38, 347-359.
- Young, A. (1991). Learning by doing and the dynamic effects of international trade. *The quarterly journal of economics*, 106(2), 369-405.